

LETTRE D'INFORMATION I Septembre 2014

DANS CE NUMÉRO

- PERSPECTIVES
- ACTUALITÉS DU FPD
- ZOOM DU FPD
- ACTUALITÉS DE L'UE
- NOUVELLES DES MEMBRES

Perspectives: Pourquoi le FPD est important? *L'opinion des présidents du FPD*



Fernando Frutuoso de Melo. Directeur Général, EuropeAid – Direction Générale du développement et de la coopération. Commission européenne. Président du FPD.

"Le FPD représente un pas en avant dans la façon dont la Commission européenne dialogue avec les organisations de la société civile (OSC) et les autorités locales (AL) d'une manière inclusive. Cela a commencé avec le processus de dialogue structuré (DS) où, pour la première fois, différents types d'acteurs du monde entier se sont réunis pour échanger leurs points de vues sur des questions d'intérêt commun, et en particulier, sur la façon d'améliorer l'efficacité de la coopération au développement. Le FPD tel qu'il a évolué aujourd'hui est, à mon avis, probablement l'un des espaces multi-acteurs les plus inclusifs, où les OSC et les AL, en collaboration avec d'autres institutions et organes de l'UE ainsi que les Etats membres de l'UE, se réunissent pour dialoguer, consulter, échanger, mais également pour apprendre les uns des autres, et j'espère que cela aboutira à de nouveaux types de partenariats qui pourraient en fin de compte faire la différence."



Jorge Balbis. Association latino-américaine des organisations de promotion du développement (ALOP). Co-président du FPD au nom des OSC.

"Notre première expérience du DS était très importante et unique en ce qui concerne le programme de l'UE en matière de développement et de coopération. Cela nous a permis d'établir un dialogue politique riche avec des partenaires d'autres pays et régions au sujet de nos relations et expériences en tant qu'OSC et AL avec les responsables politiques de l'UE. Cela nous a permis de rencontrer et de communiquer directement avec des personnes de la Commission européenne et des institutions européennes au-delà des responsables de projets et au-delà de notre région ou pays. Nous avons pu parler avec les personnes qui ont développé les projets et réfléchi aux politiques."



Jacqueline Moustache Belle. Membre du Comité Exécutif des Cités et gouvernements locaux unis (UCLG). Co-présidente du FPD au nom des AL.

"Le FPD est important pour les autorités locales et régionales car il nous fournit un espace pour renforcer le dialogue permanent avec l'UE et les organisations de la société civile. Nous partageons de nombreuses valeurs et priorités communes avec les OSC. Dans le passé, les relations avec les parties prenantes ont souvent été ponctuelles et sans suivi. Le forum est un espace pour partager des informations mais également pour en faire le suivi. A présent nous pouvons faire le suivi des succès ainsi que des échecs passés. Le Forum nous aide à explorer comment construire des objectifs communs pour les politiques de l'UE, notamment la décentralisation et le changement climatique."

Pour lire la suite des interviews (en anglais) avec chacun des coprésidents, veuillez cliquer sur les messages du groupe FPD sur capacity4dev sur <http://capacity4dev.ec.europa.eu/policy-forum-development/blogs>

Actualités du FPD

La première réunion du FPD régional s'est tenue à Lima, Pérou, les 25 et 26 juin 2014. La réunion, accueillie par la Municipalité Métropolitaine de Lima et organisée par la Commission européenne (CE), a réuni 140 participants de la société civile, des autorités locales, des Etats membres de l'UE et des délégations de l'UE en provenance d'Amérique Latine ainsi que des fonctionnaires du siège de la CE. La réunion avait pour objectif de débattre des questions d'intérêt commun, avec une attention particulière aux politiques de développement de l'UE. Les participants ont été informés sur l'état de la programmation de l'UE et plus particulièrement de son programme thématique portant sur les OSC et les AL. Ces mises à jour ainsi que des présentations de panel ont été utilisées comme base de discussion, durant les sessions plénières et participatives, portant sur les principales politiques de développement.



Les organisations de la société civile, les autorités locales et les participants de l'UE ont souligné l'importance de cet espace de dialogue unique. Les OSC ont mis l'accent sur le besoin de placer les droits de l'homme au centre du développement. Les autorités locales ont promu l'idée d'une "cité humaine" – respectant la diversité, comme acteur de changement, ayant un rôle plus central dans les débats sur le développement, à l'échelle régionale et mondiale. Pour en savoir plus, veuillez lire le [rapport complet de la réunion](#).

Zoom du FPD: le changement climatique

Le changement climatique est un sujet crucial, à échelle mondiale, abordé lors de la réunion du FPD en tant que thème focal (durant la deuxième session), mais également dans sa relation avec l'urbanisation et les objectifs de développement durable pour l'après 2015. Ernesto Rael Luna, responsable du groupe de travail de l'équipe des intervenants à la Conférence des Parties 20, a fait un exposé sur la 20ème Conférence des Parties (COP) réunissant les signataires des Nations Unies de la Convention cadre sur le changement climatique. La prochaine Conférence des Parties aura lieu au Pérou en décembre 2014. Dans ce cadre, le Pérou a mis sur pied une équipe pour l'engagement des parties prenantes, afin de favoriser le dialogue et la participation de toutes les parties prenantes (notamment le secteur privé, la société civile et les autorités locales) pour développer des politiques climatiques constructives au niveau national et mondial. Les questions principales qui y seront abordées incluent des initiatives d'atténuation, d'adaptation et de financement.

Jose González y González, de la Commission européenne, responsable des programmes régionaux pour l'Amérique latine et les Caraïbes, a présenté Euroclima, un programme de lutte contre le changement climatique financé par l'UE qui se penche sur les perspectives d'atténuation et d'adaptation locales, en regroupant les points focaux nationaux et les institutions de mise en œuvre pour partager des informations.

Juan De Los Santos, maire de Santo Domingo Est, République dominicaine, a présenté la vision des autorités locales (AL), convenue en septembre 2013, au cours des négociations sur le changement climatique. Les autorités locales visent à : 1. Promouvoir un accord global

solide et efficace sur le climat, à tous les niveaux de gouvernement; 2. Elaborer des plans d'action pour les collectivités locales afin d'atténuer le changement climatique et s'y adapter, en renforçant les capacités, le financement et l'accès à la technologie ; et 3. Développer des mécanismes pour soutenir les initiatives locales relatives aux faibles émissions de carbone et à l'efficacité énergétique d'ici 2020.

Rocio Valdeavallano, du mouvement des citoyens contre le changement climatique (Movimiento ciudadano frente al Cambio Climático) a rappelé l'urgence de la question du changement climatique et des choix politiques et économiques que nous faisons et qui contribuent au changement climatique. "Le changement climatique constitue la plus grande menace pour l'homme dans toute l'histoire de l'humanité, serons-nous capables de rattraper ce problème et de ne pas laisser aux générations futures un avenir anéanti?"

Actualités de l'UE

Le programme pluriannuel indicatif 2014-2020 pour le programme thématique "Organisations de la société civile et autorités locales" (OSC-AL), a été adopté le 15 juillet 2014. En se concentrant sur les deux acteurs, le programme thématique offre une stratégie cohérente bénéficiant à ces acteurs aussi bien en tant que partenaires qu'acteurs complémentaires. Il contribuera à soutenir progressivement des approches d'acteurs multiples et des partenariats inclusifs pour éradiquer la pauvreté et favoriser le développement durable, en reconnaissant la valeur de la contribution et des synergies créées par les différents acteurs. Le programme thématique OSC-AL sera mis en œuvre durant la période 2014-2020 et identifie trois priorités : (i) au niveau des pays ; (ii) au niveau mondial et régional ; et (iii) des activités DEAR (Education au développement et sensibilisation) en Europe. Veuillez consulter le [texte intégral du MIP OSC-AL](#) pour plus d'informations.

Le programme pluriannuel indicatif 2014-2020 pour le "Programme biens publics et défis mondiaux" (GPGC) a été adopté le 23 juillet 2014. Conformément au concept de biens publics mondiaux (BPM), le programme GPGC cherche à favoriser le développement économique, social et le développement durable d'une manière intégrée et globale, en tenant compte de la nécessité de relier les objectifs de programmation avec les objectifs de promotion de la bonne gouvernance, la stabilité politique et la sécurité, et l'exigence de la cohérence des politiques de l'action extérieure. Veuillez consulter le [texte intégral du MIP GPGC](#) pour plus d'informations.

La Communication sur le rôle du secteur privé dans le développement, [Un rôle plus important pour le secteur privé afin d'assurer une croissance inclusive et durable dans les pays en développement](#), adopté en juin 2014, décrit le rôle du secteur privé en tant que dimension de la politique et de la coopération au développement de l'UE. La communication suggère des actions concrètes auxquelles la Commission peut ajouter de la valeur, notamment des consultations auprès des parties prenantes, et identifie d'autres domaines où les outils de la CE peuvent être utilisés pour stimuler le financement du secteur privé pour compléter efficacement l'aide au développement de l'UE. Veuillez lire la suite [ici](#).

En juin 2014, la Commission a adopté sa nouvelle Communication intitulée ["une vie décente pour tous : de la vision à l'action collective"](#), qui décrit les grands principes et propose des domaines prioritaires et des cibles potentielles pour l'après 2015, pour contribuer à définir un nombre limité d'objectifs de développement durable.

L'année 2015 marque la date butoir pour la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement (OMD) et l'aboutissement des négociations sur un cadre de transformation post-2015 pour l'éradication de la pauvreté et pour le développement durable. Elle a été désignée année européenne pour le développement, sous la devise "Notre monde, notre dignité, notre avenir." Ce sera l'occasion d'informer les citoyens de l'UE sur la coopération au développement de l'UE, sur la cohérence des politiques pour le développement et la dimension gagnant-gagnant de la politique de développement, et de favoriser leur implication directe et la pensée critique. La campagne vise à impliquer étroitement les principales parties prenantes au niveau national, régional et local dans les Etats membres de l'UE. Au cours de la phase préparatoire, la Commission européenne a mis en place un espace de travail commun sur Capacity4dev.eu, où des mises à jour régulières sont publiées dans le cadre de la préparation de l'année européenne pour le développement et où les commentaires de toutes les parties prenantes sont les bienvenus : <http://capacity4dev.ec.europa.eu/eyd2015>

Un site Web spécial pour l'Année européenne pour le développement 2015 sera lancé vers la fin de l'année. Ce site interactif permettra aux Etats membres et aux organisations qui souhaitent participer à la campagne de partager, avec le public, leurs points de vue sur le développement, ainsi que des reportages du terrain illustrant les défis du développement, les réussites et les leçons apprises, par le biais de récits.

ÉVÈNEMENTS À VENIR:

**Deuxième réunion du FPD:
Bruxelles 1-2 octobre 2014**

**Atelier avec le secteur privé :
Bruxelles 3 octobre 2014**



Nouvelles des membres

CONCORD:

- Les priorités de la Confédération européenne des ONG d'urgence et de développement (**CONCORD**) pour 2014 et 2015 peuvent être consultées avec les hyperliens [Post-2015](#) & [Financer le développement](#). CONCORD met l'accent sur les alliances stratégiques et les partenariats, ainsi que sur l'environnement favorable aux organisations de la société civile, dont l'évaluation actuelle de l'engagement des délégations de l'UE vis-à-vis des organisations de la société civile n'est qu'un exemple.

- CONCORD organise l'alliance de la société civile de l'année européenne pour le développement 2015 et dirige la participation des plateformes des organisations de la société civile de différents secteurs. Pour plus d'informations, veuillez lire la suite [ici](#).

Réponses politiques récentes de la CSI:

- La réponse de la Confédération internationale et de la confédération européenne des syndicats à la dernière communication de la Commission européenne : "Un rôle plus important pour le secteur privé afin d'assurer une croissance inclusive et durable dans les pays en voie de développement"
- La réponse des syndicats à la Communication de la CE sur "Une vie décente pour tous : de la vision à l'action collective"
- Les réflexions de la CSI sur les groupes de travail ouverts ont proposé des objectifs de développement durable, au 31 juillet 2014

Cooperatives Europe:

- Il y aura un événement organisé conjointement par les Cooperativas Americas et les Cooperatives Europe le 5 novembre, à Cartagena, en Colombie, intitulé 'Coopération entre l'Amérique Latine et l'Europe : contribution à un développement inclusif et durable'. Il fait partie du 3ème sommet des Cooperativas Americas; plus d'informations sur <http://www.aciamericas.coop/Invitation>

- La plateforme de développement Cooperatives, regroupant 10 organisations, a mis en place une base de données en ligne avec tous les programmes de développement coopératif entrepris dans le monde entier. Des informations sur chaque organisation membre, différents projets et autres documents et événements utiles sont disponibles sur <https://coopseurope.coop/development/> - plus de 400 projets dont 295 actuellement en cours!

CGLU:

- Localisation de l'agenda de l'après-2015:** plus de 4000 personnes ont déjà pris part à la consultation mondiale sur la 'Localisation de l'agenda après-2015', depuis son lancement en mai 2014. Cette consultation, co-dirigée par le groupe de travail mondial des gouvernements locaux et régionaux, l'ONU-Habitat et le PNUD, a pour objectif d'identifier les leçons tirées des OMD et les meilleures pratiques actuelles liées à la façon de mettre en œuvre les nouveaux objectifs de développement durable au niveau local. Pour plus d'informations, veuillez visiter <http://www.uclg.org/en/issues/localization-post-2015-agenda>

CPDE:

- Succès de la Réunion mondiale de la jeunesse à Bruxelles (<http://www.csopartnership.org/news/global-youth-meeting-a-success-in-brussels/>): Ajouter les voix des jeunes à l'agenda de l'efficacité du développement constituait l'enjeu du débat durant la réunion mondiale de la jeunesse du partenariat des OSC pour l'efficacité du développement (CPDE) à Bruxelles, les 7 et 8 août dernier.



Pour plus d'informations, veuillez contacter:

**La Commission européenne, Direction générale du
développement et de la coopération EuropeAid, Unité
DEVCO B2 – SOCIÉTÉ CIVILE ET AUTORITÉS LOCALES**

E-mail: europaaid-b2@ec.europa.eu

ou visiter: <http://capacity4dev.ec.europa.eu/policy-forum-development/dashboard>
https://webgate.ec.europa.eu/fpfis/mwikis/aidco/index.php/Policy_forum_on_development